



Tous droits réservés

DROIT INSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPEENNE

Séance 8 - Le renvoi préjudiciel

Introduction	2
I. L'objet du renvoi préjudiciel.....	2
A) Le renvoi préjudiciel en interprétation du droit de l'Union européenne...	3
B) Le renvoi préjudiciel en appréciation de la validité des actes de l'Union européenne.....	3
II. Les conditions du renvoi préjudiciel.....	5
A) Les conditions communes aux différents types de renvois	5
1) La notion de juridiction d'un des États membres.....	5
2) Les conditions relatives à la question.....	6
B) Les conditions particulières à chaque type de renvoi.....	6
1) Les conditions relatives au renvoi en interprétation.....	6
2) Les conditions relatives au renvoi en appréciation de validité.....	7
III. La procédure et les effets du renvoi préjudiciel.....	8
A) La procédure de renvoi préjudiciel.....	8
B) Les effets de la décision préjudicielle	9

Introduction



Définition : Le renvoi préjudiciel est une procédure non contentieuse qui permet au juge national d'un État membre chargé du règlement d'un litige comportant une question de droit de l'Union européenne de sursoir à statuer et de poser à la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après « CJUE ») une question préjudicielle dont la réponse éclairera le juge national sur les suites à donner à son affaire.



Attention : Le renvoi préjudiciel n'est pas un recours, car la CJUE n'est pas chargée de trancher le litige, mais simplement de fournir une interprétation du droit de l'Union ou d'apprécier la validité d'un acte.

Organisé dès les prémices de la construction européenne, le renvoi préjudiciel est aujourd'hui prévu à l'**article 267 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne** (ci-après « **TFUE** ») qui prévoit d'une part un renvoi préjudiciel portant sur l'interprétation des traités et d'autre part un renvoi préjudiciel portant sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions, organes et organismes de l'Union.

En ce sens, le renvoi préjudiciel a pu être qualifié par la CJUE de « *clef de voute du système juridictionnel de l'Union* » (**arrêt Achmea du 6 mars 2018, C-284/16**), car il permet d'assurer l'application et l'interprétation uniforme du droit de l'Union par les juridictions nationales.

Le renvoi préjudiciel relève de la compétence de la CJUE. Sur ce point, il convient de souligner que l'**article 256 du TFUE** prévoit également la compétence du Tribunal de l'Union pour des matières spécifiques déterminées par le statut du Tribunal, mais celui-ci n'a pas été aménagé de sorte qu'à ce jour, seule la CJUE est compétente en matière de renvoi préjudiciel.

I. L'objet du renvoi préjudiciel

Au sens de l'**article 257 du TFUE**, le renvoi préjudiciel peut être en interprétation du droit de l'Union ou en appréciation de la validité d'un acte de l'Union.

A) Le renvoi préjudiciel en interprétation du droit de l'Union européenne



À retenir : Le renvoi préjudiciel en interprétation intervient lorsque le juge national demande à la CJUE de préciser l'interprétation à donner aux traités ainsi qu'aux différents actes pris par les institutions, organes et organismes de l'Union.

S'agissant des actes, le pouvoir d'interprétation de la CJUE concerne l'intégralité des actes pris par les institutions visées à l'**article 13 du TFUE** (Parlement européen, Commission européenne, Banque centrale européenne ...) étant précisé que même les arrêts de la CJUE peuvent faire l'objet de demandes d'interprétation.

Concernant les traités, la CJUE a opté pour une interprétation large des dispositions de l'**article 267 du TFUE** s'estimant compétente pour interpréter les traités constitutifs (**TUE, TFUE...**) ou des textes de valeur équivalente (**Charte des droits fondamentaux**) ainsi que des traités internationaux (**arrêt Amministrazione delle finanze dello Stato c/ SPI et SAMI du 16 mars 1983**). Elle s'est également déclarée compétente pour interpréter le droit dérivé des accords internationaux comme les actes émanant d'organes mis en place par lesdits accords internationaux (**Arrêt Sevince c/Staatssecretaris van Justitie du 20 septembre 1990**).

Dans le cadre du recours préjudiciel en interprétation la Cour de Justice doit veiller à fournir une interprétation abstraite qui ne comporte aucune application précise à l'affaire qui a impulsé le renvoi, car la compétence de trancher le litige appartient toujours au juge national.

B) Le renvoi préjudiciel en appréciation de la validité des actes de l'Union européenne



À retenir : Le renvoi préjudiciel en validité intervient lorsque le juge national demande à la Cour de Justice de contrôler la validité d'un acte de droit européen.

Contrairement au recours en interprétation, le recours en validité ne peut pas porter sur les traités constitutifs, car l'examen du droit primaire de l'Union européenne ne relève pas de la compétence de la CJUE (**Arrêt *Pringle* du 27 nov. 2012, C-370/12**). Il en va de même pour les arrêts de la CJUE et du Tribunal qui ne peuvent pas faire l'objet d'un renvoi en appréciation de validité, car cela porterait atteinte au principe d'autorité de la chose jugée (**Arrêt *Wünsche c/Allemagne* du 5 mars 1986, 69/85**).

Le recours en appréciation de validité peut donc porter sur les actes des institutions, organes et organismes de l'Union européenne ainsi que sur les accords internationaux pour lesquels, malgré la controverse doctrinale, la CJUE a admis sa compétence (**Arrêt *Western Sahara Campaign UK* du 27 février 2018, C-266/16**).



Attention : Le recours en appréciation de validité ne doit pas être confondu avec le recours en annulation bien que ce soient souvent les mêmes moyens qui sont invoqués dans les deux cas. Le recours en annulation n'est ouvert aux particuliers que s'ils parviennent à démontrer que l'acte juridique les affecte directement et individuellement. En matière de recours en appréciation de validité, cette condition n'est pas nécessaire ce qui permet donc à un particulier de se prévaloir devant le juge national de l'illégalité d'un acte qu'il n'aurait pas pu attaquer directement devant le juge de l'UE parce qu'il n'était pas directement et individuellement concerné.

II. Les conditions du renvoi préjudiciel

A) Les conditions communes aux différents types de renvois



À retenir : Au sens de l'**article 267 du TFUE**, seule « *une juridiction d'un des États membres* » peut introduire une demande préjudicielle. À cela, la jurisprudence européenne ajoute la nécessité de vérifier que la juridiction a la charge du règlement d'une affaire contentieuse et qu'elle est saisie d'un litige réel et actuel.

1) La notion de juridiction d'un des États membres



À retenir : La CJUE considère qu'une juridiction nationale au sens de l'**article 267 du TFUE** est un organe permanent, établi par la loi, qui a pour mission de trancher des litiges sur la base du droit dans le cadre d'une procédure contradictoire et dont la compétence ne dépend pas de la volonté des parties (**Arrêt Vassel-Gobbels du 30 juin 1966**).

En **1993** dans l'**arrêt Corbiau** la CJUE ajoute un septième critère qui est celui de l'indépendance de la juridiction eu égard à l'autorité qui fait objet de la contestation.

Au regard de ces conditions, on constate donc que les parties au litige ne peuvent pas elles-mêmes décider de poser une question préjudicielle. Toutefois, elles ne sont pas dépourvues de tout rôle, car ce sont leurs moyens qui vont pousser la juridiction à saisir la CJUE.

L'application de ces critères conduit à exclure de la possibilité d'exercer un recours préjudiciel les tribunaux arbitraux, mais à inclure les cours constitutionnelles.

2) Les conditions relatives à la question



À retenir : Selon la CJUE la question doit avoir été posée dans le cadre d'une procédure contentieuse (**Arrêt Job Centre du 19 octobre 1995, C-111/94**) ce qui signifie que si un organisme national exerce des fonctions administratives et des fonctions juridictionnelles, la Cour sera incompétente pour statuer sur un renvoi, par cet organisme, dans le cadre de ses fonctions administratives.

En outre dans l'**affaire Foglia/Novello**, (**11 mars 1980, 104/79**) la CJUE exige que le **litige soit réel** et se déclare en l'espèce incompétente pour statuer sur une question posée par la juridiction d'un État membre dans le cadre d'une affaire où les parties étaient en réalité d'accord sur le résultat à atteindre (à savoir en l'espèce obtenir la condamnation du régime fiscal d'un autre État membre).

Enfin la CJUE estime que le litige doit être **actuel** (**Arrêt Zabal Erasun du 15 juin 1995, C-422/9393**) ce qui signifie qu'il faut que la question soit posée dans le cadre d'un litige pendant devant une juridiction (donc puisque selon les règles de procédure civile, le décès du requérant éteint le litige la question préjudicielle dans ce type de situation est irrecevable).

B) Les conditions particulières à chaque type de renvoi

1) Les conditions relatives au renvoi en interprétation



À retenir : En matière de renvoi en interprétation, l'**article 267 du TFUE** prévoit que si un problème d'interprétation est soulevé devant une juridiction nationale dont les décisions sont susceptibles d'un recours, cette dernière a une faculté de renvoi.

S'est posée la question de la faculté de renvoi des juridictions nationales dans les hypothèses dans lesquelles une norme interne prévoit un contrôle incident et prioritaire auprès d'une juridiction suprême nationale.



Exemple : En France a été institué un principe de priorité de la QPC signifiant que le juge national qui a un doute sur la constitutionnalité ou la conventionalité d'une disposition doit en priorité la renvoyer devant le Conseil constitutionnel. La Cour a considéré que cette disposition était conforme à l'**article 267 du TFUE** à condition qu'elle ne prive pas une juridiction nationale du droit de saisir la Cour de Justice d'un renvoi préjudiciel.



À retenir : Toujours en matière de renvoi en interprétation l'**article 267 alinéa 3 du TFUE** prévoit une obligation de renvoi pour les juridictions nationales dont les décisions ne sont pas susceptibles de recours.

Cela s'explique par le fait qu'une interprétation des textes européens par ce type de cour ne pourra pas être corrigée par une juridiction supérieure.

Toutefois face à la résistance de certaines juridictions comme le Conseil d'État français, la CJUE a admis qu'il puisse exister des hypothèses dans lesquelles le renvoi n'est pas obligatoire. C'est le cas si la question a déjà fait l'objet d'un renvoi préjudiciel, si la question résulte d'une jurisprudence constante de la Cour ou si « l'application correcte du droit communautaire peut s'imposer avec une évidence telle qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable sur la manière de résoudre la question posée » (**Arrêt Ministero della Sanità du 6 octobre 1982, 283/81**).

2) Les conditions relatives au renvoi en appréciation de validité



À retenir : En matière de renvoi en appréciation de validité la Cour a posé le principe selon lequel à partir du moment où une juridiction nationale a un doute sur la validité d'un acte de l'Union européenne, elle doit obligatoirement poser une question préjudicielle à la Cour (**Arrêt Foto-Frost c/Hauptzollamt Lübeck-Ost du 22 octobre 1987, 314/85**).

Ainsi, le juge national se trouve privé de sa faculté de se prononcer sur l'invalidité d'un acte de droit de l'Union. La Cour justifie sa position afin d'assurer l'uniformité

d'application du droit de l'Union européenne ainsi que la cohérence européenne du système de protection juridictionnelle institué par les traités.

Si une juridiction nationale méconnaît son obligation de renvoi, la Commission pourrait tenter un recours en manquement contre l'État duquel relève la juridiction défaillante. Par ailleurs, dans l'**arrêt Kobler de 2003**, la Cour de justice considère que les États membres doivent instituer la possibilité d'exercer un recours en responsabilité permettant de réparer le préjudice subi par un particulier du fait du non-renvoi par une juridiction nationale.

III. La procédure et les effets du renvoi préjudiciel

A) La procédure de renvoi préjudiciel

Le juge national dispose d'une triple liberté quant à l'introduction de la question de la Cour de justice :

- Il est libre de libeller la question qu'il va poser sans être lié par les demandes et observations des parties ;
- Il est libre de déterminer à quel moment de la procédure il a besoin d'une décision préjudicielle ;
- Et il est libre de la forme procédurale grâce à laquelle il va poser la question (ordonnance, jugement, arrêt...).

Toutefois, la CJUE impose au juge de dresser le cadre factuel et réglementaire dans lequel s'insère la question préjudicielle (**Arrêt Telemarsicabruzzo du 26 janv. 1993, C-320/90**) et qu'il fournisse « *un minimum d'explications sur les raisons du choix des dispositions communautaires dont il demande l'interprétation et sur le lien qu'il établit entre ces dispositions et la législation nationale applicable au litige* » (**Arrêt Viacom du 8 oct. 2002, C-190/02**) et à défaut la Cour pourrait déclarer la question préjudicielle irrecevable.

Lorsque le juge national pose une question préjudicielle, l'**article 23 des statuts de la CJUE** prévoit que la question doit être notifiée aux parties au litige, à la Commission ainsi qu'à l'ensemble des États membres et enfin aux institutions éventuellement

concernées par la question. Cela permet à toutes les personnes notifiées de formuler des observations écrites dans un délai de 2 mois.

À la suite des différentes observations, la Cour de Justice rend une décision qui peut être un arrêt classique, une décision d'incompétence manifeste (par exemple si une juridiction nationale saisit la Cour de Justice sur une interprétation de la CEDH) ou une décision d'irrecevabilité manifeste.

B) Les effets de la décision préjudicielle



À retenir : La décision préjudicielle est dotée de la force obligatoire ce qui signifie qu'elle s'impose au juge national qui ne pourra pas passer outre dans le cadre de la résolution du litige qui a donné lieu à la question préjudicielle.

En sus, la décision préjudicielle va également avoir des effets à l'égard d'autres juridictions. Les arrêts en interprétation pourront toujours être utilisés par d'autres juridictions faisant ainsi l'économie d'un renvoi. Surtout, les arrêts en appréciation de validité sont importants, car d'une part si la Cour déclare un acte invalide, elle estime que n'importe quelle juridiction peut ensuite considérer cet acte comme non valide pour les besoins d'une décision qu'elle doit rendre (**Arrêt *International Chemical Corporation c/Amministrazione delle finanze dello Stato* du 13 mai 1981, 66/80**) et d'autre part, car cela crée une obligation pour les institutions européennes de remédier aux illégalités.

Enfin, la décision préjudicielle va avoir un certain nombre **d'effets dans le temps**.



À retenir : La décision préjudicielle est rétroactive.

En matière d'interprétation cela signifie qu'elle peut être appliquée par le juge à des rapports juridiques nés et constitués avant l'arrêt statuant sur la demande d'interprétation (**Arrêt *Linneweber et Akritidis* du 17 févr. 2005, C-453/02**).



Attention : Toutefois, la Cour a admis que dans certaines hypothèses cette rétroactivité des décisions d'interprétation puisse être écartée.



Exemple : C'est par exemple le cas si la rétroactivité entraîne des répercussions économiques graves dues au nombre élevé de rapports juridiques constitués de bonne foi et qui seraient remis en cause par l'interprétation de la Cour.

En matière de décision d'appréciation de validité, l'effet rétroactif est justifié par la volonté de la Cour d'assurer une cohérence entre le renvoi préjudiciel en interprétation et le recours en annulation. Toutefois, comme en matière de recours en interprétation, la Cour se réserve la possibilité d'écarter la rétroactivité d'une décision préjudicielle d'invalidation d'un règlement.